



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2023





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attribution de produits .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -54,724 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2023 s'élève à -54,724 Md€ contre -38,052 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-16,672 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 6,192 Md€, une baisse des recettes nettes de 8,759 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 1,721 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes) : 100,485 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,032 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,990 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,070 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 5,167 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (4,772 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,954 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,951 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,558 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,262 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,979 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (2,157 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mars 2023 s'élèvent à 100,485 Md€ contre 94,293 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,192 Md€) résulte essentiellement de la hausse des charges de la dette de l'Etat pour +3,763 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +3,672 Md€, en raison

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,818 Md€, notamment au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,498 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,511 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,355 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,103 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 2,179 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,493 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,913 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,006 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,861 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,120 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022), des dépenses de personnel pour +1,331 Md€ (hausse prévue en LFI) et des dépenses d'investissement pour +0,701 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour 0,697 Md€, hausse prévue en LFI).

## Recettes du budget général (nettes) : 58,008 Md€

### Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 15,309 Md€ ;

► **IS net** : 12,521 Md€, essentiellement des acomptes encaissés au titre de l'échéance du 15 mars ;

► **IR net** : 7,268 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,693 Md€, dont 1,679 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,549 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,041 Md€, dont 0,684 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,913 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,075 Md€, dont -2,005 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



## Recettes fiscales (nettes) : 70,725 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2023 s'élevaient à 70,725 Md€ contre 71,544 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,820 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes des "Autres taxes intérieures" pour -2,274 Md€

(écart principalement lié à la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire) et par une hausse des recettes d'IS net pour +1,420 Md€ (montant lié au dynamisme des recettes brutes).

## Recettes non fiscales : 1,922 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2023 s'élevaient à 1,922 Md€ contre 9,336 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,414 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE pour

cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ au cours du mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -15,459 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mars 2023 s'élevaient à -15,459 Md€ contre -14,825 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,634 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des PSR au

profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,694 Md€, notamment au titre du prélèvement au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

## Fonds de concours et attributions de produits : 0,820 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin mars 2023 s'élevaient à 0,820 Md€ contre

0,711 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,109 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -12,247 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,807 Md€ et des recettes pour 5,246 Md€ (dont 2,975 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,568 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation);

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 5,090 Md€ (dont 4,454 Md€ de charges d'indexation du capital dans le cadre de remboursements d'OAT) et des recettes pour 5,317 Md€ (dont 4,934 Md€ au titre d'abondements par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2023 s'élève à -12,247 Md€ contre -10,526 Md€ à fin mars 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,721 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des

comptes d'affectation spéciale de -1,451 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -1,346 Md€, essentiellement au titre des opérations intervenant dans le cadre de l'opération de renationalisation d'EDF).

## Dettes financières de l'Etat au 31 mars 2023 : 2 362,383 Md€

La dette financière est en augmentation de 50,092 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +55,670 Md€

et baisse des BTF à hauteur de -3,858 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,720 Md€).



	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	Mars	2023	2022 retraité	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-4 400	-54 724	-38 052	-38 334	-16 672
Dépenses du budget général (nettes)	36 389	100 485	94 293	92 890	6 192
Recettes du budget général (nettes)	35 857	58 008	66 767	65 082	-8 759
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	7 268	17 795	17 439	17 439	357
- IS *	12 521	12 528	11 109	11 109	1 420
- TICPE	1 549	4 055	4 268	4 331	-213
- TVA	15 309	26 063	26 042	26 038	21
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 869	-12 247	-10 526	-10 526	-1 721
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 942	162 978			
Dette financière de l'Etat	9 898	2 362 383			

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	Mars	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Dépenses nettes du budget général</b>					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Dépenses de personnel	11 758	35 772	34 441	34 450	1 331
Dépenses de fonctionnement	6 644	16 583	16 577	16 486	5
Charges de la dette de l'Etat	4 934	5 928	2 165	2 165	3 763
Dépenses d'investissement	1 630	5 106	4 405	4 405	701
Dépenses d'intervention	11 344	35 713	35 451	34 131	261
Dépenses d'opérations financières	80	307	241	241	66
<b>Total des dépenses (nettes) (I)</b>	<b>36 389</b>	<b>100 485</b>	<b>94 293</b>	<b>92 890</b>	<b>6 192</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>					
Recettes fiscales	39 660	70 725	71 544	69 907	-820
Recettes non fiscales	751	1 922	9 336	9 336	-7 414
Prélèvements sur recettes	-4 988	-15 459	-14 825	-14 873	-634
Fonds de concours et attributions de produits <sup>(1)</sup>	434	820	711	711	109
<b>Total des recettes (nettes) (II)</b>	<b>35 857</b>	<b>58 008</b>	<b>66 767</b>	<b>65 082</b>	<b>-8 759</b>
<b>Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>40 846</b>	<b>73 467</b>	<b>81 592</b>	<b>79 955</b>	<b>-8 125</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-532</b>	<b>-42 477</b>	<b>-27 526</b>	<b>-27 808</b>	<b>-14 951</b>
<b>Comptes spéciaux</b>					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-43	921	2 373	2 373	-1 451
Solde des comptes de concours financiers	-4 273	-14 022	-13 144	-13 144	-878
Solde des comptes de commerce	436	842	268	268	574
Solde des comptes d'opérations monétaires	11	10	-22	-22	33
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 869</b>	<b>-12 247</b>	<b>-10 526</b>	<b>-10 526</b>	<b>-1 721</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-4 400</b>	<b>-54 724</b>	<b>-38 052</b>	<b>-38 334</b>	<b>-16 672</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	unité : million d'€. Mars	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 758</b>	<b>35 772</b>	<b>34 441</b>	<b>34 450</b>	<b>1 331</b>
Rémunérations d'activité	6 809	20 636	19 850	19 855	786
Cotisations et contributions sociales	4 856	14 847	14 290	14 293	557
Prestations sociales et allocations diverses	92	289	301	301	-12
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>24 631</b>	<b>64 713</b>	<b>59 852</b>	<b>58 440</b>	<b>4 861</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 077</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>64</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6 644</b>	<b>16 583</b>	<b>16 577</b>	<b>16 486</b>	<b>5</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 250	7 866	9 020	8 939	-1 154
Subventions pour charges de service public	3 394	8 717	7 557	7 547	1 160
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>4 934</b>	<b>5 928</b>	<b>2 165</b>	<b>2 165</b>	<b>3 763</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	4 934	5 928	2 165	2 165	3 763
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 630</b>	<b>5 106</b>	<b>4 405</b>	<b>4 405</b>	<b>701</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 098	3 367	2 944	2 944	423
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	532	1 740	1 461	1 461	279
Subventions pour charges d'investissement <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>11 344</b>	<b>35 713</b>	<b>35 451</b>	<b>34 131</b>	<b>261</b>
Transferts aux ménages	4 033	15 748	15 415	15 383	333
Transferts aux entreprises	3 661	10 562	9 119	9 224	1 443
Transferts aux collectivités territoriales	1 002	3 369	3 869	2 541	-499
Transferts aux autres collectivités	2 321	5 586	6 821	6 756	-1 235
Appels en garantie	326	446	226	226	220
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>80</b>	<b>307</b>	<b>241</b>	<b>241</b>	<b>66</b>
Prêts et avances	0	3	0	0	3
Dotations en fonds propres	80	182	131	131	52
Dépenses de participations financières	0	122	110	110	12
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)</b>	<b>36 389</b>	<b>100 485</b>	<b>94 293</b>	<b>92 890</b>	<b>6 192</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023





	Mois de mars		Cumul à fin mars 2023		Cumul à fin mars 2022 retraité	Cumul à fin mars 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés			
	unité : million d'€.						
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>266</b>	<b>297</b>	<b>964</b>	<b>853</b>	<b>1 163</b>	<b>1 172</b>	<b>-309</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	196	233	643	540	816	816	-276
Diplomatie culturelle et d'influence	45	41	171	166	232	241	-66
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	23	151	147	115	115	32
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>364</b>	<b>385</b>	<b>1 114</b>	<b>1 080</b>	<b>1 080</b>	<b>1 078</b>	<b>0</b>
Administration territoriale de l'Etat	213	220	637	602	562	558	40
Vie politique	8	9	77	79	138	138	-59
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	143	156	399	399	380	382	19
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>251</b>	<b>204</b>	<b>682</b>	<b>683</b>	<b>676</b>	<b>624</b>	<b>7</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt <sup>(1)</sup>	142	99	390	396	316	360	80
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	61	57	154	149	128	127	21
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	48	137	138	135	136	2
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	97	0	-97
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>233</b>	<b>201</b>	<b>869</b>	<b>627</b>	<b>716</b>	<b>717</b>	<b>-89</b>
Aide économique et financière au développement	97	2	207	230	158	159	72
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	135	200	662	398	558	558	-161
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>67</b>	<b>84</b>	<b>1 298</b>	<b>1 184</b>	<b>1 265</b>	<b>1 265</b>	<b>-81</b>
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	7	24	1 225	1 111	1 188	1 188	-77
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	60	60	73	73	77	77	-4
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>612</b>	<b>367</b>	<b>14 162</b>	<b>3 788</b>	<b>3 579</b>	<b>3 576</b>	<b>209</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	491	297	739	353	186	186	167
Aide à l'accès au logement	0	0	13 295	3 340	3 268	3 268	72
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	12	7	18	22	22	22	0
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	64	34	63	35	41	40	-6
Politique de la ville	40	15	40	15	42	41	-27
Interventions territoriales de l'Etat	6	15	7	22	20	18	3
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>223</b>	<b>214</b>	<b>203</b>	<b>203</b>	<b>11</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	39	119	112	105	105	7
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	20	60	57	54	54	4
Haut Conseil des finances publiques <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>568</b>	<b>326</b>	<b>946</b>	<b>632</b>	<b>570</b>	<b>565</b>	<b>63</b>
Patrimoines	205	79	239	124	153	152	-29
Création	200	135	314	188	118	107	70
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	97	48	202	136	126	126	10
Soutien aux politiques du ministère de la culture	67	64	191	185	174	179	11
<b>DEFENSE</b>	<b>5 090</b>	<b>4 954</b>	<b>10 950</b>	<b>14 764</b>	<b>13 408</b>	<b>13 404</b>	<b>1 356</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	78	182	668	530	513	513	16
Préparation et emploi des forces	934	1 262	2 863	3 341	2 989	2 987	352
Soutien de la politique de la défense	3 043	1 951	6 035	5 986	5 688	5 686	298
Equipement des forces	1 035	1 558	1 384	4 907	4 218	4 218	689
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>56</b>	<b>69</b>	<b>248</b>	<b>179</b>	<b>235</b>	<b>235</b>	<b>-56</b>
Coordination du travail gouvernemental	50	63	184	152	166	166	-14
Protection des droits et libertés	5	5	64	27	53	53	-26
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	17	17	-17
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>4 133</b>	<b>2 979</b>	<b>13 129</b>	<b>11 112</b>	<b>9 165</b>	<b>9 116</b>	<b>1 947</b>
Infrastructures et services de transports	3 475	2 157	3 841	2 358	2 625	2 587	-267
Affaires maritimes, pêche et aquaculture <sup>(1)</sup>	65	33	102	50	68	56	-18
Paysages, eau et biodiversité	16	13	108	51	34	35	17
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	424	142	137	137	5
Prévention des risques	26	195	739	245	219	219	26
Energie, climat et après-mines	196	256	1 158	1 592	1 150	1 149	442
Service public de l'énergie	-60	-60	5 496	5 496	3 886	3 886	1 610
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	222	221	897	844	802	803	41
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	162	162	335	335	243	243	91
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires <sup>(2)</sup>	29	0	29	0	0	0	0



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2023		Cumul à fin mars 2022 retraité	Cumul à fin mars 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
<b>ECONOMIE</b>	<b>418</b>	<b>526</b>	<b>1 892</b>	<b>1 504</b>	<b>2 316</b>	<b>2 232</b>	<b>-813</b>
Développement des entreprises et régulations	148	233	1 223	1 065	136	128	928
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	57	54	129	124	102	102	22
Stratégies économiques	213	240	541	315	330	254	-15
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	1 748	1 748	-1 748
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>4 920</b>	<b>5 167</b>	<b>6 186</b>	<b>6 254</b>	<b>2 327</b>	<b>2 327</b>	<b>3 927</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	4 772	4 772	5 593	5 593	1 922	1 922	3 672
Appels en garantie de l'Etat	149	326	562	562	315	315	247
Epargne	0	0	30	30	10	10	20
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	69	0	69	80	80	-12
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>7 374</b>	<b>7 032</b>	<b>21 496</b>	<b>20 985</b>	<b>20 499</b>	<b>20 505</b>	<b>486</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	2 072	2 070	6 271	6 267	6 055	6 055	212
Enseignement scolaire public du second degré	2 995	2 990	9 033	9 024	8 727	8 729	297
Vie de l'élève	1 051	794	2 721	2 410	2 529	2 529	-120
Enseignement privé du premier et du second degrés	862	839	2 372	2 317	2 230	2 230	87
Soutien de la politique de l'éducation nationale	266	218	718	607	591	591	16
Enseignement technique agricole	129	122	381	361	366	370	-5
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>880</b>	<b>873</b>	<b>2 761</b>	<b>2 546</b>	<b>2 461</b>	<b>2 460</b>	<b>85</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	631	644	2 036	1 897	1 858	1 856	39
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	100	84	292	249	211	212	37
Facilitation et sécurisation des échanges	148	145	433	400	391	392	9
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>67</b>	<b>68</b>	<b>459</b>	<b>386</b>	<b>292</b>	<b>292</b>	<b>94</b>
Immigration et asile	51	54	340	298	216	216	82
Intégration et accès à la nationalité française	16	14	119	88	76	76	12
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>1 228</b>	<b>1 120</b>	<b>3 463</b>	<b>3 030</b>	<b>2 680</b>	<b>2 681</b>	<b>349</b>
Justice judiciaire	380	378	1 208	1 093	1 053	1 053	40
Administration pénitentiaire	549	462	1 248	1 162	1 002	1 002	160
Protection judiciaire de la jeunesse	66	85	384	251	220	220	31
Accès au droit et à la justice	136	136	367	357	284	284	74
Conduite et pilotage de la politique de la justice	97	59	255	166	121	121	45
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1	0
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>323</b>	<b>173</b>	<b>379</b>	<b>212</b>	<b>130</b>	<b>129</b>	<b>83</b>
Presse et médias	97	96	153	135	55	55	80
Livre et industries culturelles	225	77	226	77	75	75	2
<b>OUTRE-MER</b>	<b>74</b>	<b>490</b>	<b>1 390</b>	<b>593</b>	<b>478</b>	<b>584</b>	<b>115</b>
Emploi outre-mer	23	417	1 116	462	352	458	110
Conditions de vie outre-mer	51	73	274	130	125	126	5
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>-9</b>	<b>169</b>	<b>-10</b>	<b>349</b>	<b>1 369</b>	<b>1 369</b>	<b>-1 020</b>
Écologie	-10	123	-10	266	877	877	-611
Compétitivité	1	41	1	69	333	333	-264
Cohésion	0	5	0	14	159	159	-145
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE <sup>(3)</sup></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 336</b>	<b>1 336</b>	<b>-1 336</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	5	5	-5
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 312	1 312	-1 312
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	19	19	-19
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 077</b>	<b>1 077</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>64</b>
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	518	518	53
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2023		Cumul à fin mars 2022 retraité	Cumul à fin mars 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés			
unité : million d'€.							
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>3 851</b>	<b>2 818</b>	<b>24 618</b>	<b>8 005</b>	<b>7 792</b>	<b>7 785</b>	<b>214</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	133	157	13 890	3 653	3 519	3 519	134
Vie étudiante	28	417	1 845	1 077	1 065	1 065	12
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3 193	1 498	5 287	1 648	1 716	1 718	-68
Recherche spatiale	0	173	1 778	621	601	601	20
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	389	405	1 193	727	702	702	25
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	40	148	357	153	121	121	33
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	143	49	0	0	49
Enseignement supérieur et recherche agricoles	68	21	123	77	67	60	9
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>72</b>	<b>519</b>	<b>5 103</b>	<b>1 982</b>	<b>1 902</b>	<b>1 940</b>	<b>80</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	72	361	3 389	1 367	1 258	1 296	109
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	735	269	269	269	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	346	375	375	-30
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>126</b>	<b>267</b>	<b>298</b>	<b>589</b>	<b>720</b>	<b>722</b>	<b>-131</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	64	202	237	524	652	653	-128
Concours spécifiques et administration	62	65	61	66	68	69	-3
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>9 880</b>	<b>9 883</b>	<b>32 817</b>	<b>32 797</b>	<b>29 896</b>	<b>29 848</b>	<b>2 901</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 587	9 590	31 655	31 635	28 568	28 568	3 067
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	293	293	1 162	1 162	1 328	1 280	-166
<b>SANTE</b>	<b>58</b>	<b>2</b>	<b>1 184</b>	<b>464</b>	<b>455</b>	<b>456</b>	<b>8</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	58	2	103	32	70	70	-38
Protection maladie	0	0	1 081	432	386	386	46
Carte vitale biométrique <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
<b>SECURITES</b>	<b>1 894</b>	<b>1 913</b>	<b>5 695</b>	<b>5 500</b>	<b>5 331</b>	<b>5 332</b>	<b>169</b>
Police nationale	1 027	1 006	3 015	2 892	2 806	2 806	87
Gendarmerie nationale	809	861	2 527	2 450	2 365	2 366	85
Sécurité et éducation routières	7	3	15	6	5	5	1
Sécurité civile	50	42	138	152	154	154	-3
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>396</b>	<b>2 511</b>	<b>27 405</b>	<b>7 334</b>	<b>7 386</b>	<b>7 351</b>	<b>-52</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	332	1 103	12 668	3 626	3 707	3 672	-82
Handicap et dépendance	0	1 355	13 970	3 316	3 293	3 293	22
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	1	1	3	3	-3
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	64	53	766	392	372	372	20
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	10	10	-10
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>517</b>	<b>250</b>	<b>823</b>	<b>337</b>	<b>353</b>	<b>353</b>	<b>-17</b>
Sport	9	50	300	122	137	137	-15
Jeunesse et vie associative	508	200	523	214	217	217	-2
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0	0	0
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>52</b>	<b>94</b>	<b>206</b>	<b>166</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>73</b>
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs <sup>(1)</sup>	20	31	41	66	23	23	43
Transformation publique	14	13	23	30	18	18	12
Innovation et transformation numériques	1	1	2	1	0	0	0
Fonction publique	13	46	131	59	43	43	16
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	3	3	10	10	9	9	2
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>2 468</b>	<b>2 179</b>	<b>4 189</b>	<b>2 895</b>	<b>1 972</b>	<b>1 976</b>	<b>922</b>
Accès et retour à l'emploi	525	624	2 021	1 135	1 692	1 695	-57
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 883	1 493	1 970	1 587	115	115	1 472
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	25	11	9	9	1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	60	173	161	156	157	5
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>46 290</b>	<b>45 979</b>	<b>186 016</b>	<b>132 120</b>	<b>122 861</b>	<b>122 738</b>	<b>9 259</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>36 703</b>	<b>36 389</b>	<b>154 360</b>	<b>100 485</b>	<b>94 293</b>	<b>92 890</b>	<b>6 192</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2023

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	Mars	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	7 492	24 169	23 274	23 274	895
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	103	334	427	446	-93
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	13 678	15 696	14 569	14 569	1 128
Impôt sur les sociétés	13 436	15 431	14 226	14 226	1 205
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	242	265	240	240	25
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	102	102	-102
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	1 041	4 308	3 958	3 958	350
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	438	288	288	149
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	122	1 054	764	764	290
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	24	131	223	223	-93
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	2	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	6	13	13	-7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	3	13	13	-10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	30	26	26	4
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	684	2 235	1 978	1 978	256
Taxe sur les services numériques	1	1	10	10	-9
Taxe d'habitation sur les résidences principales	55	291	419	419	-128
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	16	56	44	44	13
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Recettes diverses	41	58	176	176	-118
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	1 747	4 606	4 794	4 857	-188
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	22 498	45 636	43 242	43 238	2 395
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	2 693	7 610	9 850	9 414	-2 239
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	29	97	260	260	-164
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	51	53	53	-2
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	32	9	9	22



	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Mars	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		290	900	754	754	146
Mutations à titre gratuit par décès		1 389	3 325	3 111	3 111	214
Contribution de sécurité immobilière		70	208	219	219	-11
Autres conventions et actes civils		33	101	101	101	0
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		51	148	140	140	8
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		62	143	151	151	-8
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		17	48	38	38	10
Timbre unique		26	120	104	104	16
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		168	184	123	123	61
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité <sup>(1)</sup>		0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures		0	573	2 847	2 411	-2 274
Autres droits et recettes accessoires		0	1	1	1	0
Amendes et confiscations		5	12	13	13	-1
Taxe générale sur les activités polluantes		1	5	16	16	-10
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		3	22	33	33	-10
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		3	159	149	149	10
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	12	12	12	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	1	0	0	0
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		6	6	0	0	6
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		14	15	20	20	-5
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		206	466	587	587	-121
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		74	202	155	155	47
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		62	95	98	98	-3
Prélèvement sur les paris sportifs		64	141	199	199	-58
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		10	23	27	27	-3
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		4	288	449	449	-161
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		77	233	181	181	52
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>		<b>49 251</b>	<b>102 359</b>	<b>100 112</b>	<b>99 755</b>	<b>2 247</b>
<b>TOTAL GENERAL (net)</b>		<b>39 660</b>	<b>70 725</b>	<b>71 544</b>	<b>69 907</b>	<b>-820</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	Mars	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-14</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	0	15	15	-15
Autres dividendes et recettes assimilées	0	2	0	0	2
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>232</b>	<b>476</b>	<b>372</b>	<b>372</b>	<b>104</b>
Revenus du domaine public non militaire	33	131	99	99	33
Autres revenus du domaine public	1	1	1	1	0
Revenus du domaine privé	192	266	158	158	108
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	7	77	115	115	-37
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>136</b>	<b>347</b>	<b>378</b>	<b>378</b>	<b>-31</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	61	61	64	64	-2
Autres frais d'assiette et de recouvrement	74	282	286	286	-4
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	23	23	-21
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2	-1
Autres recettes diverses	1	1	3	3	-2
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>69</b>	<b>117</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>69</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	64	64	15	15	49
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	2	2	2	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	3	0	0	3
Intérêts des autres prêts et avances	2	13	15	15	-2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	12	11	11	1
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	24	6	6	18



	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	Mars	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>166</b>	<b>446</b>	<b>261</b>	<b>261</b>	<b>185</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	10	132	43	43	89
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	4	7	7	-3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	2	2	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	153	258	157	157	102
Frais de poursuite	0	0	4	4	-4
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	1	1	1	1	0
<b>Divers (F)</b>	<b>147</b>	<b>534</b>	<b>8 261</b>	<b>8 261</b>	<b>-7 727</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	348	348	-348
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	16	122	179	179	-57
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	48	40	40	8
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	2	4	3	3	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	1	1	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1	0
Récupération d'indus	4	19	5	5	14
Recouvrements après admission en non-valeur	14	30	38	38	-8
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	9	15	10	10	5
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	9	7	7	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	44	107	118	118	-11
Produits divers	18	21	4	4	17
Autres produits divers	14	155	105	105	50
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>751</b>	<b>1 922</b>	<b>9 336</b>	<b>9 336</b>	<b>-7 414</b>

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
		Mars	2023	2022 retraité	
unité : million d'€.					
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 075</b>	<b>-8 962</b>	<b>-8 268</b>	<b>-8 316</b>	<b>-694</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 005	-6 014	-5 998	-6 044	-16
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-4	-4	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-503	-1 279	-651	-651	-627
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-4	-17	3	3	-20
Dotation élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	2	0	-5
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	-1	-1	1
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-238	-716	-721	-721	5
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-6	-9	-6	-6	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-27	-27	-27	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-23	-23	-23	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	2	30	5	5	25
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-304	-898	-818	-818	-80
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 913</b>	<b>-6 498</b>	<b>-6 557</b>	<b>-6 557</b>	<b>59</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 988</b>	<b>-15 459</b>	<b>-14 825</b>	<b>-14 873</b>	<b>-634</b>
<b>Fonds de concours et attributions de produits <sup>(1)</sup></b>					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	210	542	639	639	-97
Fonds de concours - coopération internationale	225	279	72	72	206
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS <sup>(1)</sup></b>	<b>434</b>	<b>820</b>	<b>711</b>	<b>711</b>	<b>109</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023





Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Mars 2023

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de mars		Cumul à fin mars									Ecart cumul Soldes 2023 / 2022 retraité	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes				
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté		
unité : million d'€.													
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 637</b>	<b>5 594</b>	<b>19 342</b>	<b>15 164</b>	<b>15 164</b>	<b>20 263</b>	<b>17 537</b>	<b>17 537</b>	<b>921</b>	<b>2 373</b>	<b>2 373</b>		<b>-1 451</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	25	177	52	38	38	450	406	406	399	368	368		30
Développement agricole et rural	1	3	1	4	4	11	10	10	10	6	6		4
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	61	85	78	78	93	94	94	8	16	16		-8
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	36	98	77	46	46	230	94	94	153	48	48		105
Participation de la France au désendettement de la Grèce <sup>(1)</sup>	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34		34
Participations financières de l'Etat	411	335	3 743	299	299	3 877	1 778	1 778	134	1 479	1 479		-1 346
Pensions	5 130	4 920	15 384	14 667	14 667	15 602	15 155	15 155	217	488	488		-271
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 451</b>	<b>6 178</b>	<b>31 261</b>	<b>30 187</b>	<b>30 187</b>	<b>17 239</b>	<b>17 043</b>	<b>17 043</b>	<b>-14 022</b>	<b>-13 144</b>	<b>-13 144</b>		<b>-878</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Avances à l'audiovisuel public	318	9	954	925	925	23	567	567	-931	-359	-359		-572
Avances aux collectivités territoriales	9 807	5 246	28 751	27 175	27 175	16 285	16 021	16 021	-12 465	-11 154	-11 154		-1 311
Prêts à des Etats étrangers	272	62	291	357	357	65	269	269	-226	-87	-87		-138
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	54	201	96	630	630	204	185	185	108	-445	-445		553
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics <sup>(2)</sup>	0	661	1 170	1 100	1 100	661	1	1	-509	-1 099	-1 099		590
<b>Comptes de commerce</b>	<b>5 458</b>	<b>5 894</b>	<b>8 377</b>	<b>3 473</b>	<b>3 473</b>	<b>9 220</b>	<b>3 741</b>	<b>3 741</b>	<b>842</b>	<b>268</b>	<b>268</b>		<b>574</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires <sup>(2)</sup>	96	185	277	210	210	427	357	357	150	147	147		3
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	15	47	47	47	43	45	45	-3	-2	-2		-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	151	151	406	102	102	406	102	102	0	0	0		0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	51	122	121	114	114	192	227	227	71	113	113		-42
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 090	5 317	6 584	2 506	2 506	6 930	2 583	2 583	346	77	77		268
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Opérations commerciales des domaines	7	10	15	13	13	21	27	27	6	14	14		-8
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	5	4	9	7	7	6	4	4	-2	-3	-3		0
Renouvellement des concessions hydroélectriques <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Soutien financier au commerce extérieur	39	90	917	475	475	1 193	396	396	277	-79	-79		355
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>8</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>495</b>	<b>495</b>	<b>26</b>	<b>473</b>	<b>473</b>	<b>10</b>	<b>-22</b>	<b>-22</b>		<b>33</b>
Emission des monnaies métalliques	8	19	13	50	50	26	28	28	13	-22	-22		35
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	2	445	445	0	445	445	-2	0	0		-2
Pertes et bénéfices de change	1	0	1	0	0	0	0	0	-1	0	0		-1
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>21 554</b>	<b>17 685</b>	<b>58 996</b>	<b>49 319</b>	<b>49 319</b>	<b>46 748</b>	<b>38 794</b>	<b>38 794</b>	<b>-12 248</b>	<b>-10 526</b>	<b>-10 526</b>		<b>-1 723</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>21 554</b>	<b>17 685</b>	<b>58 994</b>	<b>48 874</b>	<b>48 874</b>	<b>46 747</b>	<b>38 348</b>	<b>38 348</b>	<b>-12 247</b>	<b>-10 526</b>	<b>-10 526</b>		<b>-1 721</b>

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2023

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		389	25	414
	<b>Organismes à caractère financier</b>		12	-1	11
	Caisse des Dépôts et Consignations		0	0	0
	La Poste		4 834	-734	4 101
	Divers organismes à caractère financier				
	<b>Total organismes à caractère financier</b>		<b>5 235</b>	<b>-710</b>	<b>4 526</b>
	Régions		2 683	-676	2 007
	Départements		12 020	-1 594	10 426
	Communes		31 795	-2 203	29 593
	<b>CEPL</b>		18 875	-730	18 144
	Etablissements publics de coopération intercommunale		2 393	-238	2 155
	Etablissements sociaux et médico-sociaux		10 106	-460	9 646
	Autres				
	<b>Total CEPL</b>		<b>77 872</b>	<b>-5 901</b>	<b>71 971</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>		<b>9 230</b>	<b>-443</b>	<b>8 788</b>
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif		26 972	-4 600	22 372
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		22 088	-89	21 998
	<b>Etablissements publics nationaux</b>		5 175	-58	5 118
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		2 305	-235	2 070
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique				
<b>Total établissements publics nationaux</b>		<b>56 540</b>	<b>-4 983</b>	<b>51 557</b>	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		<b>8 816</b>	<b>-749</b>	<b>8 067</b>	
<b>Union européenne</b>		<b>3 975</b>	<b>-1 661</b>	<b>2 314</b>	
BPI Groupe financement fonds de garantie		5 986	10	5 996	
GIP		1 887	148	2 034	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		2 809	1 272	4 080	
EPL		3 338	-558	2 780	
Autres correspondants		0	0	0	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		72	0	72	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor					
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		<b>14 091</b>	<b>872</b>	<b>14 963</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>		<b>175 760</b>	<b>-13 575</b>	<b>162 185</b>	
Comptes à terme	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>		306	345	651
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>		3	139	142
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>		0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>		<b>309</b>	<b>484</b>	<b>793</b>
<b>Total Passif (A)</b>			<b>176 069</b>	<b>-13 091</b>	<b>162 978</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)</b>			<b>176 069</b>	<b>-13 091</b>	<b>162 978</b>



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2023
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 277 824</b>	<b>51 812</b>	<b>2 329 636</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>2 129 361</b>	<b>55 670</b>	<b>2 185 031</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	55 670	2 185 031
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 867 131	50 036	1 917 166
- <i>taux variable</i>	213 940	4 973	218 913
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>148 463</b>	<b>-3 858</b>	<b>144 605</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	-3 858	144 605
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>34 468</b>	<b>-1 720</b>	<b>32 747</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 312 292</b>	<b>50 092</b>	<b>2 362 383</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dépenses et recettes nettes**

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

##### **Fonds de concours et attributions de produits**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

##### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

##### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

##### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

##### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

##### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

##### **Titre**

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.